

Unité départementale de l'Eure
2, rue Saint Sever
Cité administrative
BP 86002 – Cedex
76032 Rouen

Rouen, le 07/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SPECIALTY MINERALS FRANCE

ZI du Clos Pré
BP 26
27460 ALIZAY

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/06/2022 dans l'établissement SPECIALTY MINERALS FRANCE implanté ZI du Clos Pré BP 26 27460 ALIZAY. L'inspection a été annoncée le 10/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite rentre dans le cadre de la cessation d'activité notifiée le 04 mai 2022 à l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPECIALTY MINERALS FRANCE
- ZI du Clos Pré BP 26 27460 ALIZAY
- Code AIOT dans GUN : 0030100145
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non

Ensemble du site

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- cessation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 02/12/2021, article 1.7.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La cessation est effective. La procédure de l'exploitant est conforme à la procédure de cessation décrite dans son arrêté préfectoral.

L'exploitant fournira les documents demandés par l'inspection des installations classées en septembre 2022, après la déconstruction du site.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2021, article 1.7.6

Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

En cas d'arrêt définitif d'une installation, celle-ci doit être placée dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

Cette notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comprennent notamment :

- le plan à jour du site,
- les interdictions ou limitations d'accès au site,
- l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
- les mesures de dépollution des sols éventuellement nécessaires,
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur,
- en cas de besoin, la surveillance des effets de l'installation sur son environnement,
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Ces mesures permettent à l'exploitant de placer son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette un usage futur déterminé conformément au premier alinéa du présent article, aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées sa notification préfectorale de cessation d'activité en date du 04 mai 2022. La cessation de l'activité est effective depuis le 30 mai 2022. En pratique, le dernier transfert date du 10 mars 2022.

Le dossier de notification est jugé complet.

Le site est récupéré par son propriétaire, la société DA Alizay, qui continuera à avoir une activité industrielle dessus. À cet effet, il a été demandé à la société SMF, la démolition de son site, à l'exception :

- des plateforme béton,
- des aires bitumées de circulation sur la plateforme,
- des pylônes et rails servant de supports techniques aux différentes conduites dans le cadre de la situation en zone inondable,
- de 2 cuves de 1000 m³.

Les regards seront comblés avec des gravats.

Cette démolition est programmée pour juillet/août 2022.

Le site n'étant pas encore démolie, la visite a néanmoins permis de confirmer que la cessation d'activité était bien effective, une partie des installations ayant déjà été démontée (pour envoi en destruction ou récupération sur d'autres sites industriels).

Les canalisations ont été purgées (conduite de CO₂ liquide, etc.). L'ensemble des cuves a été vidé.

Les produits dangereux sont bien évacués à l'exception de 300L de javel qui seront sortis du site fin juin 2022 (de l'huile reste également à évacuer).

Les déchets sont bien évacués à l'exception des déchets non dangereux (principalement de la ferraille) qui seront enlevés durant le mois de juin 2022 selon le calendrier d'intervention du prestataire. L'ensemble du bâtiment étant à déconstruire, un diagnostic par la société de démolition dans le cadre de la gestion des déchets du chantier sera réalisé. Ces déchets seront orientés vers les filières adéquates.

Il n'y a plus de risques d'incendie et d'explosion (sachant qu'aucun élément susceptible de générer de tels risques n'existait).

L'électricité, fournie par la société DA Alizay, sera coupée à la cessation des travaux.

Les deux cuves de 1000 m3 restant en place contenaient un mélange sans danger de 80% d'eau et 20% de carbonate de calcium. Elles ont été vidées. L'inspection des installations classées recommande toutefois une inspection de ces cuves par DA Alizay qui souhaite s'en servir comme futures réserves d'incendie (risques éventuels liés aux poussières, etc.). **La société SMF tiendra la société DA Alizay informée de cette recommandation.**

La surveillance de la pollution des eaux sera maintenue après la cessation d'activité par la société DA Alizay.

La société SMF a mandaté la société EGH pour réaliser une analyse des sols afin de confirmer l'absence de pollutions. L'intervention est prévue pour le 28 juin 2022. **Le rapport sera à fournir à l'inspection des installations classées.**

La société SMF fournira à l'inspection des installations classées l'ensemble des preuves de réalisation des opérations restants à faire (évacuation déchets/produits dangereux, déconstruction, etc.) et documents précités pour septembre 2022, après la réalisation des travaux de déconstruction.

Observations : -

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet